



HAL
open science

Tout au long de la guerre contre la drogue, l'Église philippine n'a eu de cesse d'essayer les menaces des autorités

Jérémy Ianni

► **To cite this version:**

Jérémy Ianni. Tout au long de la guerre contre la drogue, l'Église philippine n'a eu de cesse d'essayer les menaces des autorités. 2024. hal-04648506

HAL Id: hal-04648506

<https://hal.science/hal-04648506v1>

Submitted on 15 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Lundi 15 juillet 2024

Rechercher par article, nom d'auteur, vidéos...

ADEXTRA



S'informer, analyser, dialoguer autour de la mission en Asie

autorités »



Retour

Philippines

**« Tout au long de la guerre contre la drogue,
l'Église philippine n'a eu de cesse d'essuyer les
menaces des autorités »**



Le président Rodrigo Duterte montre un document contenant la liste des présumés narco-politiciens lors de son discours au siège du bureau régional de la police 13 à Camp Rafael C. Rodriguez, dans la ville de Butuan, le 6 octobre 2016.

© [Simeo Celi Jr. / PPD \(public domain\)](#)

🕒 Lecture 9 min

Rédigé par [Jérémi Ianni](#), le 13/07/2024

Huit ans après le début de la guerre contre la drogue lancée par l'ancien président philippin Rodrigo Duterte, la Cour pénale internationale (CPI) poursuit son enquête et accuse Duterte de « crimes contre l'humanité » en raison de l'extrême violence de la répression menée à partir de 2016. L'Église locale ayant toujours exprimé son désaccord, elle a essuyé de nombreuses critiques et menaces de la part des autorités. Son positionnement s'est aussi affaibli alors que plus de 80 % de la population soutenait ces opérations. Aujourd'hui, le gouvernement Marcos refuse de coopérer avec la CPI et s'est retiré de cette juridiction.

En 2016, Rodrigo Duterte a été élu président de l'archipel des Philippines. Dès son élection, il a engagé des forces politiques et gouvernementales pour lancer une grande campagne de lutte contre

la drogue. Cette campagne a été mise en œuvre par la police, les régies de quartier et soutenue par une très grande majorité de la population. Au niveau local, très peu des familles des 27 000 victimes de cette guerre (voir l'estimation de *Human Rights Watch*) ont demandé justice compte tenu des difficultés d'accès à un avocat et la stigmatisation dont elles ont fait l'objet. La Cour pénale internationale a quant à elle ouvert une enquête pour qualifier cette guerre de crime contre l'humanité, mais les autorités philippines ne semblent pas vouloir coopérer. Elles se sont en effet retirées de cette juridiction durant la guerre contre la drogue, en 2019.

Une guerre contre les pauvres

L'histoire d'Analyn, reprise dans un rapport d'*Amnesty International*, montre bien comment la guerre contre la drogue a été avant tout une guerre menée contre les pauvres. En préparant un biberon de lait pour son enfant en bas âge, la mère explique avoir entendu frapper à la porte et l'un des amis de son mari a ouvert. Elle l'a ensuite entendu crier « *Monsieur, s'il vous plaît, ne faites pas ça. Il n'y a rien ici* », puis a entendu un coup de feu.

La police a ensuite pris d'assaut la maison, abattant quatre autres hommes, dont son mari. Les policiers l'ont forcée à quitter sa maison. Lorsqu'elle est revenue quelques heures plus tard, sa maison était détruite et le lit où dormait son mari était encore imbibé de sang. Analyn travaille dans la vente et s'efforce de subsister avec son maigre revenu, et dit que la police lui a volé ses biens, l'argent qu'elle devait remettre à son patron et l'argent qu'elle avait mis de côté pour payer la facture d'électricité. Ils ont également pris des chaussures neuves qu'elle avait achetées **pour l'un de ses trois enfants**.

En plus de ces raids policiers, *Amnesty International* a montré que de nombreux meurtres ont été commis lors des détentions et que les policiers ont reçu des pressions et des sommes d'argent qui les encourageait à tuer des suspects. Ainsi, la police a été amenée dans certains cas à falsifier des déclarations et mettre des fausses preuves comme des sachets de drogue dans les lieux où elle intervenait, favorisant le racket et la terreur au sein des milieux les plus pauvres.

Les familles qui ont été touchées par les crimes et les emprisonnements vivaient en majorité dans des conditions de pauvreté. Ces familles n'étaient pas des barons de la drogue mais très souvent des intermédiaires, comme Nillie, 49 ans au moment des faits, qui explique « *avoir agi comme intermédiaire entre les acheteurs et les vendeurs, parce qu'elle avait besoin d'argent pour payer son loyer* ». Rita, mère de famille, dit aussi que son mari a été mis en examen pour avoir vendu de la drogue alors qu'il était intermédiaire, sa condition de pauvreté ne lui aurait en effet pas permis de pouvoir se lancer dans un tel commerce (**voir le rapport d'Amnesty, p. 50-51**).

Des dispositifs légaux

Pour matérialiser sa promesse d'éradication de la drogue dans l'archipel, Rodrigo Duterte s'est entouré d'alliés pour transcrire son projet sécuritaire dans le droit, à travers plusieurs dispositifs. Il a



Mobilisation contre les opérations Tokhang à la mémoire des victimes.

© [Ryomaandres / CC BY-SA 4.0](#)

d'abord mis en place une stratégie du *shoot-to-kill* dès son investiture, en ordonnant aux forces de police de tuer les personnes qui consomment ou vendent de la drogue. Cette stratégie a ensuite été renforcée par des dispositifs légaux.

En 2016, le sénateur Manny Pacquiao a déposé le projet de loi SB 189 (*Senate Bill N°189 – 18th Congress, An Act Imposing Death Penalty for Drug Trafficking & Manufacturing*) qui avait pour objectif de rétablir la peine capitale par peloton d'exécution pour les crimes liés au trafic de drogue et la retransmission des exécutions sur des écrans et dans les médias.

Le sénateur, appartenant à un groupe évangélique, souligne lors des débats au Sénat en 2016 que « *la peine de mort est légale, morale et une sanction gouvernementale. Ayant lu la Bible de manière régulière, je suis convaincu que Dieu n'est pas seulement un Dieu miséricordieux, mais aussi un Dieu de la justice. Dieu autorise la peine de mort et nous nous y opposons. Sommes-nous plus grand que Dieu ?* ». Un an plus tard, il récidive et souligne que : « *La Bible dit 'Ne tuez pas'. Cela signifie que si tu me fais du tort, je ne peux pas te tuer. Il faut laisser les autorités s'occuper de cela. Dieu a donné au gouvernement le droit d'utiliser la peine capitale. Jésus-Christ a même été condamné à mort parce que le gouvernement l'avait demandé* ».

Cette loi n'a heureusement pas été votée, contrairement à une autre proposition qui a légalisé un nouvel arsenal juridique. Cette loi nommée « loi antiterroriste » vise surtout les contre-pouvoirs qui

remettent en question la légitimité de la guerre contre la drogue. Cette loi a eu des effets importants sur les médias puisque toute parole contestataire à la guerre contre la drogue était traitée comme une atteinte terroriste. Une semaine après sa promulgation, un média philippin – équivalent de TF1 en France – a été fermé, les militants communistes pris pour cible et l'armée a occupé le campus de l'université des Philippines.

La difficile résistance de l'Église catholique philippine

Tout au long de cette guerre contre la drogue, les représentants de l'Église catholique ont exprimé leur désaccord, en particulier sur le fait que les dirigeants politiques **s'appuyaient sur des éléments religieux** pour en justifier le bien-fondé. L'évêque Virgilio David a pris la parole pour affirmer son désaccord à l'égard de cette guerre contre la drogue, qui lui a valu se faire traiter de « fils de pute » par le président Duterte qui a ensuite demandé que **« ces évêques inutiles soient tués »**.

Le sénateur Ronald Bato de la Rosa, architecte de premier plan de cette guerre en qualité de chef de la police nationale, a répondu à ces critiques en disant que le gouvernement menait cette campagne en agissant en fonction du désir de Dieu, **en exprimant sa déception** face à l'Église catholique. En effet et comme le souligne l'évêque Virgilio Padilla, la guerre contre la drogue s'est appuyée sur une forme de langage autoritaire religieux. Les autorités ont utilisé le mot *kaligtasan* qui signifie « Salut » pour parler de la lutte contre la drogue, en insistant sur la possibilité de Salut des personnes droguées.

D'après le chef de la police, les personnes souffrant d'addiction pouvaient garder la vie sauve en se rendant aux autorités lors d'opérations de porte-à-porte ou opérations *Tokhang*, diligentées par la police nationale, qu'il définit comme ceci : *« Quelle est l'essence du Tokhang ? Nous frappons à votre porte et nous vous implorons d'en arrêter avec la drogue et de changer votre vie pour le bien. On ne tue pas tout de suite les drogués »*.

L'Église locale a pu réaffirmer une position de contre-pouvoir institutionnel

Tout au long de la guerre contre la drogue, l'Église catholique n'a eu de cesse d'essuyer les critiques et les menaces des autorités. Son positionnement a par ailleurs été affaibli par le fait que des groupes chrétiens évangéliques ont quant à eux soutenu cette guerre, créant une confusion dans les paroisses. Le sociologue philippin Jayeel Cornelio y voit un échec de la foi et une incapacité à transmettre les valeurs catholiques dans les paroisses, puisque plus de 80 % de la population soutient la guerre contre la drogue.

D'après lui, la guerre contre la drogue a affirmé une nouvelle réponse face au mal, qui est non plus la compassion comme l'enseigne le christianisme **mais le jugement**. Quoi qu'il en soit, cette guerre a permis à l'Église de réaffirmer une position de contre-pouvoir institutionnel, même si dans les faits, cette position lui a valu les foudres du gouvernement et des groupes évangéliques qui y ont trouvé des interstices pour la critiquer.

Le chemin de réhabilitation pour les victimes est encore long, mais on peut espérer que le président actuel Ferdinand Marcos Jr. coopère de nouveau avec la Cour pénale internationale. En novembre dernier, des enquêteurs ont pu entrer aux Philippines pour rencontrer des familles de victimes. Les soutiens de la famille Duterte semblent s'effondrer petit à petit et il est possible que la Cour pénale internationale puisse aller au bout du processus et condamner les responsables de cette guerre dans les prochaines années.

(Ad Extra, Jérémie Ianni)

Mots-clés

Conflits

Politique



SUR LE MÊME PAYS



Philippines

Mgr Gallagher aux Philippines : « La crise dans l'Église et dans la société commence avec la crise dans la famille »

LIRE LA SUITE →



Philippines | Eglises

Visayas orientales : la cathédrale de Maasin déclarée sanctuaire national par les évêques philippins

LIRE LA SUITE →



Philippines | Société

Mindanao : un cardinal philippin dénonce une attaque à la grenade dans une chapelle

LIRE LA SUITE →



Philippines | Eglises

Les chrétiens philippins prient pour la paix face aux tensions croissantes en mer de Chine méridionale

LIRE LA SUITE →

SUR LES MÊMES SUJETS



[Corée du Nord](#) | [Corée du Sud](#) | [Eglises](#) | [Société](#)

Corée du Sud : appel de l'Église locale pour la Journée de prière pour la réconciliation et l'unité du peuple coréen

[LIRE LA SUITE](#) →



[Corée du Nord](#) | [Corée du Sud](#) | [Société](#)

Interview. Les tensions géopolitiques en Corée, « un laboratoire en évolution permanente »

[LIRE LA SUITE](#) →



[Birmanie](#) | [Société](#)

Pour le fils d'Aung San Suu Kyi, « personne n'est libre en Birmanie tant que tout le monde n'est pas libre »

[LIRE LA SUITE](#) →



[Japon](#) | [Société](#)

Japon : face à l'hiver démographique, une nouvelle loi favorise la flexibilité de l'emploi des étrangers

[LIRE LA SUITE](#) →

Recevez l'actualité d'Ad Extra

Nom*

Prénom*

E-mail*

Saisissez vo

Saisissez vo

Saisissez votre e-mail

ENVOYER

Veuillez vérifier votre demande.*

I'm not a robot

reCAPTCHA
[Privacy](#) - [Terms](#)

MENU

[Fil info](#)[Dossiers](#)[Disputatio](#)

THÉMATIQUE

[Eglises](#)[Religions](#)[Société](#)[Culture](#)

MÉDIA

[Articles](#)[Vidéos](#)[Podcasts](#)[Contact](#)[Proposer une contribution](#)[Qui sommes-nous ?](#)[Politique de confidentialité](#)[Plan du site](#)